



Réconciliation républicaine & Souveraineté populaire

www.reconciliation-souverainete.fr

Réconciliation républicaine & Souveraineté populaire

PLEIN EMPLOI

8 mesures draconiennes basées sur une priorisation absolue de la création d'activité pour un retour au vrai plein-emploi :

- **Protectionnisme** sur toutes les **commandes publiques** qui devront être honorées uniquement par des productions **100% "Made in France"** (transposition du "Buy Amercian Act") pour relancer la demande intérieure en relocalisant
 - L'appareil étatique et les entreprises privées bénéficiant d'une délégation de Service public feront le diagnostic des besoins
 - Pour répondre aux besoins diagnostiqués, des appels d'offre seront lancés pour relocaliser en France ce qui n'est plus produit sur le territoire national
 - Pour ce faire, la France doit relancer le commissariat général au Plan
- Mettre en place un quota de **50% des marchés publics réservés aux PME-PMI**, (transposition du "Small Business Act"), dans ces 50% réservés, 15% seront réservés aux entreprises de l'ESS
- Exemption de la totalité des **charges sociales** pour les **ETI, les PME, les PMI, les artisans, les indépendants et les entreprises de l'ESS** qui n'ont aucune activité délocalisée et qui ne font pas appel aux travailleurs détachés. Ce soutien colossal à ceux qui créent des emplois va révolutionner le marché du travail en permettant de :
 - Dégager des marges pour embaucher et investir
 - Faire de la France un "paradis pour les entrepreneurs" et ainsi capter des investissements étrangers grâce à l'attractivité de cet avantage comparatif

- **Compenser le mauvais calibrage de l'Euro fort** (calqué sur l'ancien Deutsche Mark et bâti pour préserver le modèle allemand de retraites par capitalisation), **un Euro fort qui pénalise les exportations**
- Compenser le dumping social des **mesures Hartz IV en Allemagne**
- Compenser le **dumping salarial des PECO, de la Chine et des pays émergents** dont les coûts salariaux resteront moins chers mais si l'on intègre les coûts de transport ainsi que les coûts et les risques de la gestion de l'éloignement, leur avantage sera alors quasiment annihilé
 - *Les sommes correspondantes aux exonérations de charges sociales seront placées sur des comptes à la Caisse des Dépôts et pourront être exclusivement allouées au financement du salaire d'un nouvel employé embauché ; ainsi qu'à des achats et investissements effectués via l'outil collectif UGAP*
 - *Les taux sont proches de zéro et même négatifs actuellement ; ces mesures favorables aux entreprises seront excellement perçues par les agences de notation, ce qui permettra de maintenir (voire d'améliorer) la notation de la dette, ce qui permettra de financer ces mesures par des emprunts sur les marchés*
 - *Interdiction pour les bénéficiaires des exonérations de charges sociales d'avoir des activités délocalisées et interdiction également d'embaucher des travailleurs détachés*
 - *Interdiction pour les entreprises qui honorent les commandes passées via l'UGAP de faire appel à des travailleurs détachés et d'avoir des activités délocalisées*
 - *Pour parer tout effet d'aubaine qui conduirait à la création d'emplois fictifs, des sanctions dissuasives seront mises en place : prison ferme avec des peines "planchers" sans possibilité de remise de peine ; "double peine" pour les personnes n'ayant pas la nationalité française avec reconduite aux frontières et interdiction de retour en France, les frais d'incarcération puis les frais d'expulsion seront financés par la confiscation des biens et des avoirs des contrevenants*

- Sans limite portant sur le nombre de salariés, faire bénéficier de l'exonération de la totalité des **charges sociales** (via package compte CDC et achats UGAP) les **grandes entreprises** qui n'ont aucune activité délocalisée, qui ne font pas appel aux travailleurs détachés et qui œuvrent dans le domaine de la **prise en charge des handicapés et des seniors** ainsi que dans les domaines névralgiques de la **transition écologique** :
 - Les **énergies renouvelables** et les **batteries de stockage**
 - Les **bâtiments à énergie positive**
 - Les **systèmes de récupération et d'économie d'énergie et d'eau potable**

- Les technologies de captation et de réutilisation du CO2
- L'agriculture biologique (l'exonération sur les activités agricoles biologiques concerne tous les acteurs, sans limite de taille, avec interdiction des cultures sous serres de produits hors saison, avec interdiction également des modèles qui ne respectent pas les normes du bien-être animal)
 - *Mesures applicables aux grandes entreprises étrangères, à condition qu'elles appliquent dans la totalité des leurs activités internationales des standards élevés s'agissant du respect des droits humains et de la gouvernance démocratique*
- **Verser directement aux salariés 10 % du montant des exonérations de charges sociales** via des bons d'achat auprès de l'UGAP pour permettre de redonner du pouvoir d'achat aux Français, tout en évitant d'injecter trop massivement de la masse monétaire qui ferait grimper l'inflation de façon galopante, le montant des bons augmentera de 10 % par an durant cinq ans pour atteindre une hausse de 50% sur 5 ans
 - *A l'exclusion des grandes entreprises, à condition donc de ne pas dépasser 4999 salariés et un CA de 1,5 milliard d'Euros*
- **Exonérer d'l'Impôt sur les sociétés** tous les opérateurs qui n'ont aucune activité délocalisée, qui ne font pas appel aux travailleurs détachés et qui sont engagés dans la prise en charge des handicapés et des seniors ainsi que dans les domaines névralgiques de la transition écologique
 - *A l'exclusion des grandes entreprises, à condition donc de ne pas dépasser 4999 salariés et un CA de 1,5 milliard d'Euros*
- **Etablir un Impôt sur les sociétés à 10%** (contre presque 40% actuellement en France, la moyenne européenne se situant à 20% environ) en direction des grandes entreprises qui relocalisent en France la totalité des activités délocalisées durant les 40 dernières années et qui ne font pas appel aux travailleurs détachés
 - *Pour dissuader les éventuels fraudeurs, les peines encourues seront d'une extrême rigueur : nationalisation immédiate de l'entreprise frauduleuse avec re-privatisation dans les 12 mois au bénéfice de nouveaux propriétaires ; interdiction à vie de gérer une entreprise et prison ferme avec des peines "planchers" sans possibilité de remise de peine ; "double peine" pour les personnes*
- **Faire bénéficier d'un Impôt sur les sociétés réduit à 5%** les grandes entreprises qui relocalisent leurs activités, qui ne font pas appel aux travailleurs détachés et qui de surcroît sont engagées dans la prise en charge des handicapés, des seniors et dans les domaines névralgiques de la transition écologique
 - *Pour dissuader les éventuels fraudeurs, les peines encourues seront d'une extrême rigueur : nationalisation immédiate de l'entreprise frauduleuse avec re-privatisation dans les 12 mois au bénéfice de nouveaux propriétaires ; interdiction à vie de gérer une entreprise et prison ferme avec des peines "planchers" sans possibilité de remise de peine ; "double peine" pour les personnes*

n'ayant pas la nationalité française avec reconduite aux frontières et interdiction de retour en France, les frais d'incarcération puis les frais d'expulsion seront financés par la confiscation des biens et des avoirs du contrevenant

ECOLOGIE

- **Sortie du nucléaire** selon le scénario négaWatt
- **Généralisation de l'agriculture biologique** basée sur les produits de saison, l'agroécologie et la permaculture, les circuits courts et les exploitations à taille humaine de l'agriculture paysanne
- **Sans limite portant sur le nombre de salariés, faire bénéficier de l'exonération de la totalité des charges sociales** (via package compte CDC et achats UGAP) les **grandes entreprises** qui n'ont aucune activité délocalisée, qui ne font pas appel aux travailleurs détachés et qui œuvrent dans les domaines névralgiques de la **transition écologique** :
 - Les **énergies renouvelables** et les **batteries de stockage**
 - Les **bâtiments à énergie positive**
 - Les **systèmes de récupération et d'économie d'énergie et d'eau potable**
 - Les technologies de **captation et de réutilisation du CO2**
 - L'**agriculture biologique** (l'exonération sur les activités agricoles biologiques concernera tous les acteurs, sans limite de taille, avec interdiction des cultures sous serres de produits hors saison, avec interdiction également des modèles qui ne respectent pas les normes du bien-être animal)
 - *Mesures applicables aux grandes entreprises étrangères, à condition qu'elles appliquent dans la totalité des leurs activités internationales des standards élevés s'agissant du respect des droits humains et de la gouvernance démocratique*
- **Exonérer d'Impôt sur les sociétés** tous les opérateurs qui n'ont aucune activité délocalisée, qui ne font pas appel aux travailleurs détachés et qui sont engagés dans les domaines névralgiques de la **transition écologique**
 - *A l'exclusion des grandes entreprises, à condition donc de ne pas dépasser 4999 salariés et un CA de 1,5 milliard d'Euros*
- **Faire bénéficier d'un Impôt sur les société réduit à 5%** les grandes entreprises qui relocalisent leurs activités, qui ne font pas appel aux travailleurs détachés et qui de surcroît sont engagées dans les domaines névralgiques de la **transition écologique**

➤ Pour dissuader les éventuels fraudeurs, les peines encourues seront d'une extrême rigueur : nationalisation immédiate de l'entreprise frauduleuse avec re-privatisation dans les 12 mois au bénéfice de nouveaux propriétaires ; interdiction à vie de gérer une entreprise et prison ferme avec des peines "planchers" sans possibilité de remise de peine ; "double peine" pour les personnes n'ayant pas la nationalité française avec reconduite aux frontières et interdiction de retour en France, les frais d'incarcération puis les frais d'expulsion seront financés par la confiscation des biens et des avoirs du contrevenant

- Les mesures d'augmentation du **pouvoir d'achat** proposées par RSP (entrant dans le cadre de la politique pour atteindre le plein emploi) vont octroyer concrètement aux Français **une hausse de salaire de 50% sur 5 ans** sous forme de bons auprès de l'**UGAP** qui devra proposer uniquement des **produits alimentaires biologiques**

SANTE PUBLIQUE

- Doubler les **salaires actuels** des **infirmiers**, des **aides-soignants** et **des sages-femmes**
- Mener une vraie politique publique de **prévention** afin de s'attaquer aux origines profondes de l'engorgement du système de santé, en ciblant la **sédentarité**, la **malbouffe** et les **conduites à risque** (notamment le tabac) afin de diminuer les risques de **pathologies graves**, pathologies chroniques financièrement très coûteuses
- Les mesures d'augmentation du **pouvoir d'achat** proposées par RSP (entrant dans le cadre de la politique pour atteindre le plein emploi) vont octroyer concrètement aux Français **une hausse de salaire de 50% sur 5 ans** sous forme de bons auprès de l'**UGAP** qui devra proposer uniquement des **produits alimentaires biologiques**, **pauvres en sucres rapides et pauvres en lipides saturés**
- Chaque citoyen devra obligatoirement s'inscrire via l'UGAP à un **club de sport** pour effectuer des **exercices réguliers d'endurance aérobie** ; les Français qui s'inscrivent via l'UGAP à un club de sport seront suivis gratuitement par des **diététiciens**, des **entraîneurs**, et, si besoin, des **psychologues**
 - Les citoyens qui ne respecteront pas les préconisations contre la **sédentarité et la malbouffe**, devront **souscrire une assurance**

privée pour couvrir les risques encourus par le non-respect des préconisations

- Soutenir la recherche et le remboursement des **placebos** dont l'efficacité est dorénavant scientifiquement irréfutable
- Pénaliser les entreprises pharmaceutiques qui font des **licenciements** alors qu'elles font des profits en leur interdisant de candidater aux appels d'offre publics
- Mettre en place la gratuité des traitements de **sevrage tabagique** et mettre en place des **programmes gratuits pour arrêter de fumer**, programmes qui seront mis en place par des **associations agréées**
 - Les personnes qui ne s'inscrivent pas dans les programmes (gratuits) pour arrêter de fumer devront souscrire une **assurance privée** car le système public ne remboursera pas les traitements liés aux maladies consécutives à leur addiction au tabac
- Mettre en place un "**total ban**" : interdiction totale de la cigarette sur tout le territoire, en espaces intérieurs comme en espaces extérieurs. Dans la mesure où l'on sait depuis plusieurs années sur la base d'études scientifiques irréfutables que la **cigarette électronique, sans être totalement inoffensive, est beaucoup moins nocive pour les fumeurs passifs**, le "total ban" sera donc conjugué à une **autorisation d'utiliser la cigarette électronique** dans les espaces extérieurs (avec des zones clairement délimitées réservées aux fumeurs) ; fumer dans les espaces intérieurs, notamment les voitures, sera toujours interdit (avec possibilité de créer des espaces réservés aux fumeurs)
 - Des fortes amandes dissuasives devront être mises en place pour permettre le succès d'**une mesure de santé publique indispensable, à la fois juste et équilibrée** qui préserve la santé des fumeurs passifs, tout en préservant la liberté de fumer des personnes qui le souhaitent

EDUCATION NATIONALE

- Doublement des **salaires** des enseignants
- **Corvées de nettoyage** au sein de l'établissement pour les élèves qui ne respectent pas le règlement intérieur

- Suspension des **Allocations familiales** en cas de récidive
- **Service militaire adapté (SMA)** : intégration de l'élève dans l'armée française pour y apprendre un métier dans le cadre d'un dispositif équivalent à celui mis en œuvre aux Antilles, en cas de non-respect du dispositif d'accompagnement lié à la suspension des Allocations
- Retour à l'**uniforme**, chaussures et cartables compris, fabriqués en France
- Inculquer l'**amour de la France et de son Histoire**, de sa formidable culture séculaire et de son patrimoine plurimillénaire, de ses luttes et avancées sociales, de ses conquêtes et réussites économiques
- Mise en place d'une **mesure phare, le Volontariat international en entreprise (VIE)** pour les élèves de CAP pour soutenir concrètement la valeur travail et permettre l'insertion

SERVICE PUBLIC & TERRITOIRES

Obligation de prendre en charge **un certain pourcentage de secteurs inévitablement non solvables** pour toute entreprise privée (ou consortium incluant une entreprise privée) qui répond à un **appel d'offre portant sur la délégation d'une mission de service public** (TER, fourniture d'eau potable ou encore ramassage des ordures) portant sur des secteurs très rentables.

LAÏCITE

- **Constitutionnalisation** des libertés fondamentales et des droits liés à la laïcité :
 - La liberté d'être **athée** ou **apostat**
 - La liberté de **critiquer librement toutes les religions**
 - Le droit de **caricaturer** et de **blasphémer**
- Interdiction absolue pour tout **élu de la République** de participer à un événement public à connotation religieuse, quelle que soit la religion

- Renforcement de la législation assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme
- Edification d'un corpus juridique pour pénaliser le racisme anti-Blanc
- Batterie de mesures pour permettre aux Français musulmans de vivre en conformité avec leur foi :
 - Autorisation du port du burkini dans les piscines
 - Autorisation pour les femmes voilées d'accompagner les sorties scolaires
 - Mise en place de repas sans porc dans les cantines
 - Mise en place de créneaux horaires d'activités sportives réservés aux femmes
 - Autorisation du port du hijab lors des compétitions sportives
 - Mise en place de centres de santé où les femmes musulmanes puissent être auscultées uniquement par du personnel médical féminin
- Interdiction du port du voile avant 18 ans pour éviter le voilement des enfants
- Obligation pour tous les pays d'origine des Français musulmans de mettre en œuvre des mesures drastiques pour protéger les Chrétiens, notamment les Chrétiens d'Orient

ASILE & IMMIGRATION

- Préservation du droit d'asile
- Fin de l'immigration économique, hors métiers en tension
- Objectif 100 % d'OQTF : la France doit redevenir un Etat de droit crédible
- Généralisation sur le territoire national des mesures prises à Mayotte pour lutter contre l'appel d'air avec une mise à jour du Droit du sol : au moins un des parents devra vivre en situation régulière depuis plus de trois mois au jour de la naissance de l'enfant pour qu'il devienne français.

- "Autochtonisation des ressources" dans les pays en développement afin de leur permettre de structurer une économie souveraine et autonome, alimentée par les revenus issus de l'exploitation des richesses naturelles
 - *50 % des bénéfices des multinationales exploitantes doivent être réinvestis directement dans le pays d'accueil pour financer les services publics (santé, éducation, justice, police, services de collectes d'impôts, agences de lutte contre la corruption) et les infrastructures vitales*

Réconciliation républicaine & Souveraineté populaire

BIOETHIQUE

- Abrogation de la loi sur la PMA pour toutes
- Interdiction du transhumanisme
- Limitation drastique de la robotisation
- Mise en place d'un corpus juridique pour lutter contre la chosification de la vie

COOPERATION ECONOMIQUE & MILITAIRE

- Faire de l'OIF une organisation de coopération économique, culturelle et militaire
- Porter le budget de la Défense à 100 milliards d'Euros par an (contre 54,49 milliards actuellement) pour permettre aux troupes françaises le cas échéant de mener à bien des opérations de pacification dans la cadre d'une coopération militaire avec les membres de l'OIE
 - *Obligation d'atteindre 100% des achats et équipements en 100% "made in France" dans un délai de 5 ans*

- "Autochtonisation des ressources" dans les pays en développement afin de leur permettre de structurer une économie souveraine et autonome, alimentée par les revenus issus de l'exploitation des richesses naturelles
 - *50 % des bénéfices des multinationales exploitantes doivent être réinvestis directement dans le pays d'accueil pour financer les services publics (santé, éducation, justice, police, services de collectes d'impôts, agences de lutte contre la corruption) et les infrastructures vitales*

Réconciliation républicaine & Souveraineté populaire

www.reconciliation-souverainete.fr

www.reconciliation-souverainete.fr
